

DECLARATION PUBLIQUE
La Citoyenneté, protagoniste de la reconstruction du pays

Face à la situation dans laquelle se trouve notre pays après le séisme, plusieurs réseaux d'ONG, d'organisations sociales, de fédérations d'étudiants, de moyens de communication communautaires et d'organisations internationales se sont organisés et sont à l'heure actuelle mobilisés pour continuer à collaborer avec les communautés touchées, répondre à leurs besoins d'urgence immédiate et de reconstruction de leurs localités.

Cette catastrophe a mis en exergue les lourdes conséquences de l'inégalité, de la pauvreté, de la privatisation des services de base, de l'absence de protection sociale, des processus d'individualisation et de commercialisation, de la centralisation politique et administrative, mais aussi du manque d'intégrité d'un secteur des entreprises irresponsable et exempté de contrôle suffisant de la part de l'État, et d'un manque de moyens de communication communautaires et alternatifs. En outre, tout cela ne fait que refléter la vulnérabilité du modèle de développement actuel dont les conséquences touchent de plein fouet les communautés.

Toutes ces lacunes ont étouffé les demandes citoyennes exigeant de nouvelles politiques de communication, de durabilité environnementale et de participation. Celles-ci contribueraient à une société plus inclusive et moins fragmentée et permettraient de faire face, avec moins de violence, aux situations de crises que nous subissons actuellement.

C'est pour cette raison que les ONG réunies sous l'égide de l'Association Chilienne d'Organismes Non Gouvernementaux ACCIÓN alliées aux organisations cosignataires de la présente Déclaration, demanderont au nouveau gouvernement de mettre en place un Plan de Reconstruction intégrant un diagnostic détaillé et complet des demandes et des besoins de la population des zones touchées.

Ce plan devra privilégier la protection du bien commun et de l'intérêt public et non l'intérêt privé, la coopération et la solidarité et non l'individualisme et la concurrence, la participation citoyenne et non les décisions centralisées dans les sphères publiques ou privées, et la vie et la protection des personnes et de l'environnement en tant que valeurs centrales et éminemment plus importantes que le profit et la spéculation.

En tant qu'organisations de la société civile, nous serons attentifs et axerons nos efforts sur des actions urgentes comme:

- **Le contrôle des autorités politiques et des entreprises** qui fournissent des services publics ainsi que les grandes chaînes de magasins engagées à aider. Nous considérons qu'une information transparente est nécessaire quant à la quantité et à la forme de l'aide fournie. Nous sommes inquiets de la nomination des nouvelles autorités régionales compte tenu des conflits d'intérêt évidents pouvant surgir en raison des liens entretenus avec les secteurs de la construction et des promoteurs immobiliers, en partie responsables de cette crise.
- **L'accompagnement et le soutien de la réorganisation des communautés.** En ces circonstances dramatiques, la citoyenneté organisée a su donner des réponses rapides et créatives face à la crise sociale qui touche des millions de familles. Des organisations les plus variées comme des associations de voisinage, des comités de logement et de sans abri, des syndicats, des fédérations estudiantines, des associations d'élèves, des collectifs culturels, des regroupements écologistes et des ONG se mobilisent avec force mettant ainsi en évidence les potentialités de l'imagination et la capacité solidaire des communautés. La citoyenneté a montré sa

capacité d'auto-organisation dans la distribution de l'eau, des denrées alimentaires, des vêtements et des abris. Ces efforts ont déjà porté leurs fruits sur les lieux de la tragédie.

- **Le contrôle des plans et des modèles de reconstruction** pour que ces derniers prennent en compte la participation des communautés locales affectées. Il devra s'agir de plans qui intègrent activement la participation de la communauté dans la gestion des ressources de l'État et de la coopération internationale afin que celles-ci atteignent vraiment les personnes qui ont besoin.
- **L'élaboration d'un état des lieux des dommages et des impacts sur l'environnement et sur le territoire** et le développement d'une cartographie des zones à risques, en particulier sur le littoral, afin que le gouvernement les compte dans ses plans de reconstruction.
- **La dénonciation de l'augmentation des prix et des tentatives du secteur privé de tirer profit de cette situation d'urgence.** Dans ce dessein, nous collecterons et canaliserons les plaintes citoyennes et nous proposerons des mécanismes de contrôle de la spéculation, de la corruption et de l'enrichissement illégitime par le biais des denrées alimentaires, du carburant, des matériaux de construction, de l'eau et des biens de première nécessité.
- **La surveillance et la dénonciation des tentatives de la part des entreprises** qui, tirant parti de la situation, essaient d'attenter aux conditions de travail, de licencier des travailleurs ou de passer outre leurs droits. Nous voulons soutenir les organisations syndicales existantes et participer à leur constitution si elles n'existent pas.
- **La limitation de la présence militaire et du rôle des forces armées** à la réhabilitation des chaînes de transport, des télécommunications, de l'énergie et de la santé publique en évitant à tout prix la militarisation de la sécurité citoyenne.
- **La création d'une nouvelle institutionnalité** pour mieux réagir aux urgences en donnant une plus grande marge de manœuvre au niveau régional et en insistant sur la décentralisation et la coordination.

La reconstruction sera longue et exigera des changements profonds au niveau de la gestion politique et du modèle de développement. Cette catastrophe, alliée à la fragilité, à l'inefficacité et à l'absence de contrôle des autorités publiques, nous poussent à réfléchir au modèle de développement et au rôle de l'État, de la société civile et des entreprises. Par conséquent, nous ferons face à une alternative délicate. D'une part, cette catastrophe naturelle peut être le point de départ d'un processus de reconstruction participatif et inclusif, fondé sur de nouvelles politiques publiques garantissant des normes de sécurité et du respect des droits, même en cas de crises comme celle que nous subissons aujourd'hui. Mais, cet événement peut également accentuer l'inégalité et l'iniquité déjà présentes au Chili et mises en évidence avec brutalité ces derniers temps.

LA CAPACITÉ À RELEVER CET ÉNORME DÉFI DÉPENDRA DU RÔLE DE LA CITOYENNETÉ ORGANISÉE.

ASSOCIATION CHILIENNE D'ONG ACCIÓN, composée de:

Fundación TERRAM, La Caleta Acción Gay, ACHNU, Agraria, Anide, Capide, Casa de la Paz, Ceanim, CEC, Cedem, Cem, Cenda, Centro Ecuménico Diego de Medellín, Ceppac, Cidpa, Cintras, Codeff, CODEPU, Cordillera, Corporación Opción, Corporación Caleta Sur, Corporación El Canelo de Nos, Corporación La Morada, Desarrollo Rural Colchagua, Domos, Eco, Fasic, Forja, Fundación Instituto de la Mujer, Fundación Ideas, Gea, Genera, Gia, Grada, Ilas, Isis, Jundep, Kairos, La Caleta, MEMCH, Movilh,

Observatorio Ciudadano, Innovación Ciudadana, Paicabí, Participa, Pet, PIIIE, Prosam, Raíces, Sedej, Sepade, Serpaj, Sodem, Sol, Corporación SUR, Sur Maule, Tac, Taf, Tekhne, Territorio Sur, Libertades Ciudadanas.

Autres organisations affiliées:

CHILE SUSTENTABLE

ECOSISTEMAS